



La Lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 58 Janvier-Février-Mars 2015

La Lettre de l'Afrique est une publication trimestrielle de réflexion sur l'actualité

Sommaire

Edito

La Lettre de l'Afrique évolue

CAN 2015

Nigéria : Boko Haram, élections, opérations militaires

Libye : confusion à l'intérieur, tentations à l'extérieur

24 Rafale pour l'Égypte

Observations sur les conséquences en Afrique de la chute des cours du pétrole

L'Afrique et l'énergie nucléaire civile

Livres

Télégrammes



CAN 2015

Le chef de l'État équato-guinéen, son gouvernement et les responsables sportifs du pays ont réussi leur pari : La Coupe d'Afrique des Nations 2015, organisée en quelques mois après la défection du Maroc, s'est déroulée dans de bonnes conditions à Malabo et à Bata, entre le 17 janvier et le 8 février.

Il est vrai que la Guinée Équatoriale, qui avait accueilli la CAN en 2013 conjointement avec le Gabon, disposait des équipements et de l'expérience nécessaire. Il est vrai que ce pays, riche en pétrole avait les moyens financiers d'agir vite et à la mesure de l'événement. Mais l'urgence constituait en soi un défi majeur. Le succès a été remarqué dans les cercles professionnels du football et dans l'opinion publique africaine où ce sport est roi.

L'équipe de Côte d'Ivoire a, comme on le sait, remporté la coupe et fait de son retour victorieux à Abidjan, un événement national ivoirien. □

É D I T O

La Lettre de l'Afrique évolue

LA LETTRE DE L'AFRIQUE les tendances manifestant les évolutions actuelles des pays africains, au plan intérieur devient trimestrielle. Elle paraîtra désormais fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre. En cas de besoin un numéro spécial pourra être publié à tout moment de l'année. La lettre continuera bien entendu d'être présente sur Internet, où le site portant son nom est référencé par Google.

Chaque trimestre, l'équipe de la Lettre de l'Afrique proposera à ses lecteurs d'examiner en toute liberté les faits et

Les rapports franco-africains auxquels La Lettre de l'Afrique est particulièrement attachée, seront naturellement observés de près. Dans cet esprit, une attention spéciale sera portée aux pays francophones au sud du Sahara comme à ceux de l'océan indien, ainsi qu'à l'Afrique méditerranéenne. Il en sera de même pour l'ensemble de l'espace méditerranéen par lequel l'Afrique et l'Europe se rencontrent.

ATTENTAT MEURTRIER À BAMAKO

L'attentat du 6 mars dans un restaurant de Bamako connu pour être fréquenté par des européens, fait cinq morts -deux maliens et trois européens dont un Français- et de nombreux blessés.

Nigéria : Boko Haram, élections, opérations militaires

Dans l'immense Nigéria, 170 millions d'habitants sur 923 000 km², la préparation des élections présidentielles et législatives de la fin mars 2015, a été aussi militaire.

Le brusque engagement de l'armée nigériane dans le nord-est

Sur ordre exprès du Président Jonathan Goodluck, candidat à un deuxième mandat, l'armée nigériane qui se montrait peu active à l'égard des rebelles musulmans de Boko Haram dans le nord-est du pays, a lancé depuis février des opérations d'envergure dans cette région. Il s'agissait, déclare-t-on, de faire en sorte que ces élections déjà reportées de plus d'un mois à cause notamment de l'insécurité dans le quart nord-est du pays, puissent se dérouler normalement.

Le Président Goodluck

Jonathan Goodluck est de religion chrétienne, comme 40% de la population du pays résidant principalement au sud, alors que près de la moitié des Nigériens est de confession musulmane et réside surtout au nord. C'est probablement dans ce contexte qu'il n'a pas su trouver au cours de son mandat un contact politique suffisant avec le nord du Nigéria. C'est probablement aussi la raison pour laquelle il est apparu hésitant à employer davantage la force en pays musulman, craignant d'être accusé d'entrer dans une guerre de religion. Il pouvait d'ailleurs craindre que dans un tel cas, les chefs militaires de l'armée nigériane, qui sont en grand nombre musulmans, soient tentés de mettre en question son régime, dans un pays où les coups d'état militaires n'ont pas manqué.

L'intervention armée des pays africains voisins sur les zones frontalières

Dans cette même période, les forces armées du Tchad, du Cameroun et du Niger, sont entrées en action sur les frontières ouest et nord, afin

de contrer les incursions de Boko Haram sur le territoire de ces trois pays. Les unités de ces pays préfigurent la force africaine de plus de huit mille hommes annoncée par l'Union Africaine et par l'Organisation des Nations Unies, afin de lutter contre Boko Haram.

Les populations nigérianes dans le nord-est

Ce schéma militaire approuvé par la plupart des régimes en place en Afrique et par la plupart aussi des gouvernements des pays développés, a l'air simple. En réalité, il ne l'est pas. La « guerre contre Boko Haram » risque d'entraîner des pressions, puis des exactions sur les populations nigérianes du nord, au sein desquelles les guérilleros de Boko Haram peuvent se fondre et disposent d'appuis notamment parmi les jeunes sans emploi. On sait à peu près comment commencent les actions de contre guérilla. Mais sait-on comment elles peuvent tourner, quand elles risquent d'évoluer vers des opérations militaires massives et qu'elles impliquent de surcroît des forces étrangères au pays ? □

(suite page 2)

Libye : confusion à l'intérieur, tentations à l'extérieur

Depuis l'intervention militaire occidentale en Libye, engagée en février 2011 et poursuivie pendant quelques mois jusqu'à la mort violente de Mouammar Kadhafi, le pays se déchire dans la confusion. Autour de lui certains régimes voisins, inquiets des extensions terroristes possibles sur leur territoire ou attirés par le pétrole libyen, sont tentés à leur tour d'intervenir et cherchent à cette fin l'appui politique et militaire des grandes puissances occidentales.



Deux gouvernements, des milices et des tribus

À l'intérieur, deux gouvernements, l'un à Tripoli à l'est et l'autre à Tobrouk vers l'ouest, se disputent la légitimité et tentent d'étendre leur emprise sur telle ou telle partie du territoire. Celui de Tobrouk a les faveurs de l'Égypte, du Tchad et du Niger, ainsi que des gouvernements occidentaux. Celui de Tripoli bénéficie du soutien d'un troisième acteur à la fois libyen et international, constitué par les diverses milices d'obédience islamique qui n'ont cessé de se renforcer en Libye : elles tiennent des villes à commencer par Misrata et des zones stratégiques, y compris le long de la frontière

égyptienne. Enfin plus on descend vers le sud, plus les tribus s'assument elles mêmes, et se protègent à leur manière, quitte à entretenir des relations complexes avec ceux qui dans le grand sud transportent ou font commerce des armes.

Inquiétudes et réactions égyptiennes

Les autorités égyptiennes manifestent une inquiétude croissante, au fur et à mesure que se renforcent en Libye les milices se réclamant de l'Islam, et qui ne dissimulent pas leur hostilité au régime du Maréchal Sissi, « aligné sur Washington » et « persécuteur des Frères Musulmans égyptiens ». C'est dans ce contexte

que le Maréchal a ordonné des raids aériens en territoire libyen dans les zones frontalières avec l'Égypte. Son souhait d'aller plus loin et plus fort, avec l'appui des occidentaux n'est plus un secret. Les Présidents du Tchad et du Niger espèrent de même.

Réserve au Maghreb

Il en va autrement en Tunisie, où l'on craint qu'une intervention militaire étrangère aggrave la situation en Libye et entraîne des conséquences néfastes pour la Tunisie qui a besoin de paix et de progrès. En Algérie, l'opposition de principe à une intervention militaire occidentale est toujours aussi catégorique, en raison de la sensibilité historique des Algériens en la matière.

Quid des Occidentaux

Où en est-on à ce sujet dans les capitales occidentales ? On n'en sait rien de clair. On a entendu seulement fin février, un ministre italien, perturbé par les arrivées massives de migrants africains, se déclarer favorable à une intervention militaire à laquelle l'Italie aurait pu affecter 5000 hommes. On a entendu dans les heures qui ont suivi, son Premier Ministre le rappeler à l'ordre si ce n'est à la raison. □

24 Rafale pour l'Égypte

L'Égypte vient d'acquiescer à la Compagnie française Dassault Aviation, pour un montant global de 5 milliards d'euros. Le contrat signé au Caire le 16 février 2015, est un succès d'autant plus remarquable qu'il s'agit de la première vente à l'étranger de cet excellent avion. On espère qu'elle aura un effet d'entraînement pour les autres négociations importantes qui sont en cours, avec notamment les Emirats arabes et l'Inde. le ministre de la Défense, M. Jean-Yves Le Drian, qui est intervenu très activement dans l'ensemble du processus, recueille lui aussi un succès personnel. Naturellement le ministère des Affaires Étrangères et du Développement International, a tenu sous l'autorité du ministre Laurent Fabius, un rôle aussi efficace que discret.



rant que le Maréchal Sissi était en train de prendre ses distances avec Washington, notamment à cause des critiques formulées par la Maison Blanche pour la dérive autoritaire de son régime et ses nombreuses atteintes aux droits de l'homme. Ils ont noté à cet égard que le Chef de l'État égyptien a reçu le 10 février au Caire en grande pompe, le Président russe Vladimir Poutine. D'autres ont signalé que l'armée égyptienne avait intérêt à disposer aussi d'autres appareils que ceux fournis par les États-Unis, pour lesquels il lui fallait en certains cas obtenir de Washington une autorisation d'emploi.

D'autres commentateurs, considérant la situation en Méditerranée et plus particulièrement les préoccupations du Caire à l'égard de

la Libye, ont noté que l'acquisition des Rafale français avait pu apparaître aux autorités égyptiennes comme un moyen de mieux intéresser Paris à l'hypothèse d'une intervention militaire conjointe en Libye.

D'autres analystes internationaux ont enfin émis l'idée, qu'il pouvait certes y avoir dans tout ce qui précède une part de vérité, mais qu'il ne fallait pas en conclure que l'alliance entre Le Caire et Washington et corollairement entre Le Caire et Londres ne restait pas primordiale pour le Maréchal Sissi. On ne pouvait d'ailleurs pas exclure que l'acquisition des Rafale ait reçu l'assentiment discret de la Maison Blanche, où semble-t-il on souhaiterait, pour ce qui concerne l'Afrique et dans quelques cas au moins, que la poigne militaire américaine soit moins apparente. □

Une dimension politique évidente

Une telle opération ne peut être sans signification politique. Elle montre qu'en tout cas les relations entre Paris et Le Caire sont bonnes, ce qui a une portée commerciale immédiate, mais aussi une dimension politique plus large, au plan bilatéral et au plan multilatéral en Méditerranée notamment comme aux Nations Unies.

Stratégie ou tactique

Des commentateurs sont allés plus loin, en assu-

Observations sur les conséquences en Afrique de la chute des cours du pétrole

La chute des cours du pétrole divisés par deux en six mois, concerne aussi bien entendu l'Afrique. Elle réduit les revenus des pays producteurs et affecte gravement leur économie et plus encore leurs ressources budgétaires, dans la mesure où la part des recettes pétrolières y est considérable. Elle diminue la facture des carburants dans les pays consommateurs, mais sans avoir un effet déterminant sur leur croissance, dans la mesure où leurs économies étant peu développées, elles ne sont consommatrices qu'au niveau limité qui est le leur.

Le choc principal pour les pays producteurs

C'est ainsi qu'en Afrique, le choc principal est celui qui affecte les pays producteurs. Les effets étant immédiats, ces pays sont d'ores et déjà entrés dans une crise budgétaire, qui ouvre une période de difficultés économiques et de tensions sociales. La vie politique intérieure va gravement s'en ressentir. Et encore plus les élections présidentielles prévues dans plusieurs pays en 2015 et en 2016.

Les grands et les moyens producteurs

C'est d'abord le cas des grands pays producteurs : le Nigeria, Premier producteur d'Afrique et treizième mondial, ainsi que l'Angola et l'Algérie. (La Libye qui est aussi, après les trois pays précités, un producteur de niveau mondial, n'a pas à être considérée ici dans la mesure où la crise politique qu'elle traverse empêche toute lecture comparative des conséquences de la chute des cours du pétrole pour ce pays).

Sont aussi gravement affectés, d'autres pays africains, qui occupent certes un rang moindre dans le classement mondial des producteurs de pétrole, mais dans lesquels le pétrole constitue une source déterminante pour les budgets publics et pour le financement de l'activité économique générale : le Congo Braz-



zaville, le Gabon, le Tchad, l'Égypte, le Soudan, le Soudan du Sud et le Cameroun.

Les autres

La chute des cours du pétrole touche aussi mais dans une proportion moindre, d'autres pays africains producteurs de pétrole dont l'économie est plus diversifiée : le cas le plus significatif à cet égard est celui de la Côte d'Ivoire. Enfin, sont affectés de manière par définition limitée, des pays qui sont devenus plus récemment producteurs pétroliers ou qui sont en train de le devenir : la Mauritanie, la Tunisie, la République Démocratique du Congo, le Ghana, et le Niger.

Le gaz naturel à la rescousse

Cela étant, les observations qui précèdent portant uniquement sur la production pétrolière, il faut prendre en compte le fait que les exploitations pétrolières s'accompagnent souvent de découvertes et d'exploitations de gisements de gaz naturel. La montée en puissance déjà considérable du gaz naturel, fournit à plusieurs pays une source précieuse d'équilibre. Elle s'annonce à moyen terme spectaculaire pour le continent africain. □

L'Afrique et l'énergie nucléaire civile

L'énergie nucléaire civile est largement produite dans le monde. Mais elle ne l'est pas en de nombreuses régions : Asie du sud est, Australie et Nouvelle Zélande, Italie, pays de l'Europe centrale et orientale anciens satellites de l'Union Soviétique, et enfin Afrique, exception faite pour l'Afrique du Sud. Les projets sont assez nombreux en Afrique, mais les perspectives à court et moyen terme restent limitées.

L'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud, qui est en effet le seul pays africain à produire de l'énergie nucléaire civile, n'a pas émis l'intention d'en construire d'autres, bien qu'elle n'ait pas de pétrole. Elle utilise massivement le charbon dont elle dispose en abondance.

Des projets dans d'autres pays africains

Cela étant, plusieurs pays africains ont étudié et même planifié la construction de centrales nucléaires. C'est le cas d'abord des pays de l'Afrique méditerranéenne : Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte. Au sud du Sahara, il s'agit notamment des pays suivants : Niger, Nigéria, Sénégal, Togo, République Démocrati-

que du Congo, Ouganda et Namibie. Cette liste peut évoluer par de nouvelles candidatures ou par des abandons.

Dans tous les cas, les projets ne peuvent se réaliser que par l'assistance technique et en quelque sorte sous la conduite des entreprises des pays développés qui maîtrisent la technologie nucléaire civile, et avec l'assentiment des gouvernements de ces pays. Ces projets devront respecter les traités internationaux interdisant tout transfert de technologie nucléaire utilisable à des fins militaires. Dans la plupart des cas, ils nécessitent des financements d'origine extérieure.

Des perspectives globalement limitées

Bien qu'elles soient par définition des instruments de la production d'énergie non émettrice de carbone, les centrales nucléaires suscitent en Afrique aussi, l'hostilité des courants de pensée écologistes actuels, facilement récupérables par les opposants politiques aux régimes en place. Elles ne sont pas non plus considérées par les experts du GIEC, comme pouvant répondre à la transition énergétique écologique massive dont le monde a besoin. Dans ce contexte, il est peu probable que l'énergie nucléaire puisse prendre dans les années qui viennent, une dimension assez importante en Afrique pour y modifier substantiellement la problématique énergétique. □



Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention

Un essai remarquable tant par la forme que par le fond. Il rassemble les éléments d'une thématique permanente de la pensée politique sur la violence et le dialogue, sur la guerre

et la paix. Il inscrit ces thèmes dans l'actualité, à travers de nombreuses études de cas, en Afrique, au Moyen Orient et en Europe. Il ouvre ainsi à chacun de vastes espaces de réflexion sur les causes des conflits, et sur les moyens susceptibles d'aider à les prévenir et à servir la paix.

Préfacé par Abdou Diouf, Secrétaire Général de la Francophonie, il a été réalisé sous la direction de l'Ambassadeur Jean Pierre Vettovaglia et co-édité par Jean du Bois de Gaudusson, Christine Desouches, Joseph Mayla, André Salifou, Georges Tsali et Pierre André Wiltzer. Cinquante autres personnalités y ont apporté des contributions aussi riches que diverses.

Éditions Bruylant, Bruxelles. Septembre 2013.

« Politiquement incorrect »

« Secrets d'État et autres confidences, carnets 1984-2014 »

Roland Dumas ouvre son journal et son cœur. Pendant presque dix ans, au côté de François Mitterrand, alors Chef de l'État, il a été le personnage clef de la politique étran-

gère de la France. Il révèle le dessous des cartes d'une époque où l'Europe a connu de violents soubresauts, entre l'implosion de l'Union Soviétique, la chute du mur de Berlin et la réunification allemande. Puis en tant que Président du Conseil constitutionnel, il a eu à connaître bien des secrets de Marianne.

Un essai libre et brillant.

Éditions du Cherche Midi, Paris. Janvier 2015.



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Paris

• 31 décembre 2014 : Louis Dominici, ancien Ambassadeur de France, Président de la Mutuelle des Affaires Étrangères et Européennes, est promu Commandeur au titre de la Légion d'Honneur. Louis Dominici est aussi le fondateur de la Lettre de l'Afrique.

Mali

• 5 janvier 2015 : Des éléments djihadistes attaquent les forces maliennes à Nampala, à mi distance entre Tombouctou et Bamako : 15 soldats maliens tués.

Ethiopie/France

• 9 janvier 2015 : L'Académie des Sciences d'Outre Mer, à Paris, consacre à l'Éthiopie une remarquable séance, animée par l'Académicien Jacques Dewatre, ancien ambassadeur de France dans ce pays.

Cameroun/Chine

• 13 janvier 2015 : Visite à Yaounde du ministre Chinois des Affaires Étrangères. La coopération Sino Camerounaise est louée pour son importance et ses perspectives.

Tunisie

• 23 janvier 2015 : Annonce de la formation du nouveau gouvernement tunisien, dirigé par le Premier Ministre Habib Essid. Ce gouvernement qui n'est pas ouvert au parti musulman Ennahdha, sera dix jours plus tard remanié pour être élargi à des représentants de ce parti.

Addis Abeba/Union Africaine

• 30-31 janvier : Sommet ordinaire de l'Union Africaine. Les Chefs d'État condamnent Boko Haram. Robert Mugabe, Président du Zimbabwe, est élu Président de l'Union Africaine.

Gabon

• 4 février 2015 : « L'Union Nationale », formation politique principale de l'opposition jusqu'en 2011 et alors dissoute par le pouvoir, est à nouveau autorisée.

France/Afrique

• 6 février 2015 : Réunion à Paris du Forum économique franco africain. Dans la ligne de la diplomatie économique voulue par Laurent Fabius, il s'agit de favoriser la coopération économique et particulièrement les investissements privés. Large participation des milieux économiques africains et français, ainsi que des représentants de leurs gouvernements. Présence remarquable des Présidents Ali Bongo Ondimba, Alassane Ouattara et Macky Sall. Présence soulignée aussi du Président François Hollande, qui n'a pu cependant assister autant que prévu, pour cause de réunion d'urgence hors de France sur la crise ukrainienne.

Egypte/Russie

• 10 février 2015 : Accueil au Caire en grande pompe du Président Poutine. On annonce un accord pour l'implantation en Égypte d'une centrale nucléaire. On évoque plus discrètement des ventes d'armes russes à l'Égypte.

France/Cameroun/Niger/Tchad

• 21-23 février 2015 : Tournée africaine du ministre français des Affaires Étrangères, Laurent Fabius, qui s'entretient successivement avec les chefs d'état de ces trois pays amis. A l'ordre du jour : la lutte contre le terrorisme en Afrique ; la mise en place de la force africaine aux frontières du Nigéria afin de lutter contre Boko Haram ; la situation en Libye, avec les problèmes qu'elle pose à ses voisins et les interrogations qu'elle suscite.

Mali/Algérie/Afrique/France

• 1er mars 2015 : Les représentants du gouvernement malien et de plusieurs des mouvements d'opposition du nord, paraphent à Alger un accord de paix, qui devrait être signé à brève échéance à Bamako. Le Mouvement de Libération de l'Azawad (MNLA), principale force d'opposition Touareg, demande un délai pour consulter la base. En l'absence de toute référence formelle à une « autonomie régionale » et encore moins à une éventuelle « Fédération nord sud », les perspectives restent incertaines. Le gouvernement français incite tous les mouvements d'opposition à signer l'accord du 1er mars.

Mali

• 6 mars 2015 : Attentat à Bamako à l'arme automatique, dans un restaurant connu pour être fréquenté par des européens. Cinq morts : deux maliens et trois européens, dont un français, et de nombreux blessés.

Côte d'Ivoire

• 9 mars 2015 : Simone Gbagbo, 65 ans, épouse de l'ex-Chef d'État ivoirien, est condamnée à 20 ans de réclusion par la Cour d'Assises d'Abidjan. Elle était accusée « d'atteinte à la sûreté de l'État », en relation avec les violences qui ont marqué la crise post électorale ivoirienne en 2010 et 2011.

Genève/Afrique

• 16-17 mars 2015 : « The Africa CEO Forum », Forum économique international sur l'Afrique. Nombreuses et hautes participations publiques et privées.

Nigéria

• 26 mars 2015 : Élections présidentielle et législatives.